

§ 3. Les parties conviennent explicitement que l'avantage unique obtenu dans la présente convention collective de travail fera l'objet d'un financement préalable et complet par le Fonds Maribel.

§ 4. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 29 août 2021.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

§ 3. De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat het éénmalige voordeel bedongen in onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vooraf en volledig door het Maribel Fonds zal worden gefinancierd.

§ 4. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 29 augustus 2021.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2021/32614]

14 AOÛT 2021. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants

RAPPORT AU ROI

Sire,

Nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté le présent projet d'arrêté royal. Ce projet vise une augmentation de 1,7% des pensions de travailleur indépendant qui sont effectivement payées ou qui sont payables au 1^{er} juillet 2021.

Cette augmentation cadre dans l'adaptation des pensions à l'évolution au bien-être.

La présente mesure complète les augmentations prévues dans les articles 46 à 49 de la loi portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 du 18 juillet 2021 et l'ensemble de ces mesures permet d'assurer une revalorisation de 1,7% du montant de pension relatif aux années de carrière avant 1984 et de 1984 à 2020 à tous les pensionnés et futurs pensionnés indépendants qui bénéficient d'une pension proportionnelle, calculée sur les revenus professionnels.

Commentaire des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} comprend une augmentation de 1,7% des pensions qui sont payables au 1^{er} juillet 2021.

Cette adaptation au bien-être s'applique à toutes les pensions des travailleurs indépendants quelle que soit la date, située avant le 1^{er} juillet 2021, à laquelle elles ont pris cours.

L'augmentation n'est toutefois pas prévue pour les pensions calculées en fonction du montant de la pension minimum et pour les pensions inconditionnelles.

Article 2

L'article 2 reprend la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 3

L'article 3 précise que la Ministre qui a les Pensions dans ses attributions et le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Ministre des Pensions,
K. LALIEUX

Le Ministre des Indépendants
D. CLARINVAL

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2021/32614]

14 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor zelfstandigen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen. Dit ontwerp heeft als doel de pensioenen van zelfstandigen die daadwerkelijk uitbetaald worden of betaalbaar zijn op 1 juli 2021 te verhogen met 1,7%.

Die verhoging kadert in de aanpassing van de pensioenen aan de evolutie van de welvaart.

De huidige maatregel vervolledigt de verhogingen die voorzien zijn in de artikelen 46 tot 49 in de wet van 18 juli 2021 houdende tijdelijke ondersteuningsmaatregelen ten gevolge van de COVID-19-pandemie en het geheel van deze maatregelen verzekeren een herwaardering met 1,7% van het pensioenbedrag met betrekking tot de loopbaan jaren vóór 1984 en van 1984 tot 2020 voor alle gepensioneerde en toekomstig gepensioneerde zelfstandigen die een proportioneel pensioen, berekend op grond van de beroepsinkomsten, genieten.

Commentaar van de artikelen

Artikel 1

Artikel 1 bevat de verhoging met 1,7% van de pensioenen die betaalbaar zijn op 1 juli 2021.

Deze welvaartsaanpassing geldt voor alle pensioenen van de zelfstandigen ongeacht de datum waarop ze vóór 1 juli 2021 zijn ingegaan.

De verhoging wordt echter niet voorzien voor de pensioenen die berekend werden in functie van het bedrag van het minimumpensioen en evenmin voor de onvoorwaardelijke pensioenen.

Artikel 2

Artikel 2 bevat de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Artikel 3

Artikel 3 preciseerd dat de Minister bevoegd voor Pensioenen en de Minister bevoegd voor de Zelfstandigen, ieder wat hem betreft, belast is met de uitvoering van dit besluit.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Pensioenen,
K. LALIEUX

De Minister van de Zelfstandigen
D. CLARINVAL

Conseil d'Etat
section de législation

Avis 69.618/1 du 22 juin 2021 sur un projet d'arrêté royal 'portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants'

Le 16 juin 2021, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Indépendants à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 22 juin 2021. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Chantal Bamps et Bert Thys, conseillers d'Etat, Johan Put, assesseur, et Wim Geurts, greffier.

Le rapport a été présenté par Brecht Steen, premier auditeur chef de section.

L'avis a été donné le 22 juin 2021.

*

En ce qui concerne les éléments énumérés à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, le projet ne donne lieu à aucune observation.

Le Greffier,
Wim Geurts

Le Président,
Marnix Van Damme

14 AOÛT 2021. — Arrêté royal portant adaptation au bien-être de certaines pensions dans le régime des travailleurs indépendants

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, notamment l'article 35, abrogé par la loi du 9 juin 1970 et rétabli par la loi du 12 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juin 2021 ;

Vu l'avis conjoint du Comité général de Gestion pour le Statut social des Travailleurs indépendants et du Conseil Central de l'Economie donné le 30 avril 2021;

Vu l'avis du Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants, donné le 27 mai 2021;

Vu l'article 8 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative, le présent arrêté est dispensé d'analyse d'impact de la réglementation, vu l'urgence ;

Vu l'avis n° 69.618/1 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence motivée par le fait que ce n'est que le 30 avril 2021 que le Comité général de gestion pour le statut social des travailleurs indépendants et le Conseil central de l'économie ont rendu leur avis commun concernant la répartition de l'enveloppe bien-être 2021-2022 pour le régime des indépendants ;

Considérant la décision du Gouvernement d'exécuter pleinement cet avis en ce qui concerne l'affectation de l'enveloppe bien-être ;

Considérant que dans cet avis il est proposé une augmentation de 1,7% des pensions proportionnelles de travailleur indépendant qui sont effectivement payées ou qui sont payables au 1^{er} juillet 2021, il importe que cet arrêté royal soit publié au plus vite dans l'objectif de pouvoir informer le plus rapidement possible les pensionnés de cette augmentation et de permettre au plus vite l'adaptation des programmes informatiques concernant le paiement des pensions ;

Sur la proposition de la Ministre des Pensions et du Ministre des Indépendants, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'exclusion des pensions visées aux articles 131, 131bis et 131ter de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions et de la pension inconditionnelle visée à l'article 37 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, le montant mensuel de la pension des bénéficiaires d'une pension dans le

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 69.618/1 van 22 juni 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor zelfstandigen'

Op 16 juni 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Zelfstandigen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor zelfstandigen'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 22 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Chantal Bamps en Bert Thys, staatsraden, Johan Put, assessor, en Wim Geurts, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Brecht Steen, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies is gegeven op 22 juni 2021.

*

Wat de elementen betreft opgesomd in artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, geeft het ontwerp geen aanleiding tot opmerkingen.

De Griffier,
Wim Geurts

De Voorzitter,
Marnix Van Damme

14 AUGUSTUS 2021. — Koninklijk besluit tot aanpassing aan de welvaart van bepaalde pensioenen in de regeling voor zelfstandigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, artikel 35, opgeheven bij de wet van 9 juni 1970 en hersteld bij de wet van 12 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 mei 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juni 2021 ;

Gelet op het gezamenlijk advies van het Algemeen Beheerscomité voor het Sociaal Statuut der Zelfstandigen en van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, gegeven op 30 april 2021;

Gelet op het advies van het Algemeen Beheerscomité voor het sociaal statuut der zelfstandigen, gegeven op 27 mei 2021;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging, is dit besluit vrijgesteld van een regelgevingsimpactanalyse gezien de hoogdringendheid;

Gelet op het advies nr. 69.618/1 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de hoogdringendheid gemotiveerd door het feit dat het Algemeen Beheerscomité voor het Sociaal Statuut der Zelfstandigen en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven op 30 april 2021 hun gezamenlijk advies over de verdeling van de welvaartsenveloppe 2021-2022 voor zelfstandigen hebben uitgebracht;

Gezien de beslissing van de regering om dit advies volledig uit te voeren wat betreft de besteding van de welvaartsenveloppe;

Overwegende dat in dit advies wordt voorgesteld om de proportionele pensioenen van de zelfstandigen die daadwerkelijk uitbetaald worden of die betaalbaar zijn op 1 juli 2021 met 1,7% te verhogen, is het belangrijk dat dit koninklijk besluit zo snel mogelijk wordt bekendgemaakt om de gepensioneerden zo snel mogelijk te kunnen informeren over deze verhoging en de informaticaprogramma's voor de betaling van de pensioenen zo snel mogelijk aan te passen;

Op de voordracht van de minister van Pensioenen en de minister van de Zelfstandigen, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met uitsluiting van de in de artikelen 131, 131bis en 131ter van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, bedoelde pensioenen en van het onvoorwaardelijk pensioen bedoeld in artikel 37 van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, wordt voor de gerechtigden op een pensioen in de

régime des travailleurs indépendants, est augmenté de 1,7 p.c. au 1^{er} juillet 2021, pour autant que la pension soit payable au 1^{er} juillet 2021.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2021.

Art. 3. La ministre qui a les Pensions dans ses attributions et le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à l'Île d'Yeu, le 14 août 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,

K. LALIEUX

Le Ministre des Indépendants

D. CLARINVAL

regeling voor zelfstandigen het maandelijks pensioenbedrag met 1,7 pct. verhoogd op 1 juli 2021 voor zover dat pensioen betaalbaar is op 1 juli 2021.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van op 1 juli 2021.

Art. 3. De minister bevoegd voor Pensioenen en de minister bevoegd voor de Zelfstandigen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te l'Île d'Yeu, 14 augustus 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

K. LALIEUX

De Minister van Zelfstandigen,

D. CLARINVAL

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C – 2021/32802]

30 JUILLET 2021. — Arrêté royal portant octroi d'une subvention facultative de 250 euros à l'asbl « Greenpeace Belgium »

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2021;

Vu l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, l'article 1^{er}, modifié par la loi du 7 juin 1994;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124 et l'article 48, troisième alinéa;

Considérant que Greenpeace Belgium a pour objectif général la protection de la nature et de l'environnement en menant des campagnes de sensibilisation et en mobilisant les personnes qui la soutiennent, en particulier ;

Considérant que Greenpeace Belgium utilisera le subside pour promouvoir les communautés d'énergie dans le cadre de leur campagne « Energie »;

Considérant que Greenpeace Belgium contribue, par ce projet, à la politique environnementale fédérale ;

Considérant que Greenpeace Belgium par ce projet contribue à la sensibilisation dans le cadre de la biodiversité, des changements climatiques et des produits sains et au volet environnement du développement durable.

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de maximum 250 euros imputée au crédit prévu à la division organique 55, allocation de base 11.33.00.01 (programme 25.55.1) du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement pour l'année budgétaire 2021, est accordée à l'asbl « Greenpeace Belgium », ayant son siège Chaussée de Haecht, 159, 1030 Bruxelles, (numéro d'entreprise 0424.496.447) représentée par Michel Renard, directeur organisationnel.

Art. 2. La période couverte par la subvention prend cours le 01 janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

Art. 3. La subvention est destinée à couvrir des frais liés aux projets relatifs aux communautés d'énergie.

Art. 4. § 1^{er}. Le montant de la subvention sera versé au compte numéro BE60 0012 0950 0070 de l'asbl « Greenpeace Belgium », Chaussée de Haecht, 159, 1030 Bruxelles.

§ 2. Le montant visé à l'article 1^{er} sera liquidé en une fois dès signature du présent arrêté et réception de la demande de paiement à invoice@health.fgov.be

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C – 2021/32802]

30 JULI 2021. — Koninklijk besluit houdende toekenning van een facultatieve toelage van 250 euro aan de vzw "Greenpeace Belgium"

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 december 2020 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2021;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen af te leggen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen, artikel 1, gewijzigd bij de wet van 7 juni 1994;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124 en artikel 48, derde lid;

Overwegende dat Greenpeace Belgium de bescherming van de natuur en het leefmilieu tot algemeen doel heeft en hiertoe in het bijzonder sensibiliseringscampagnes voert en personen die haar ondersteunen, mobiliseert;

Overwegende dat Greenpeace Belgium de toelage zal gebruiken voor het bevorderen van energiegemeenschappen in het kader van haar campagne "Energie";

Overwegende dat Greenpeace Belgium met dit project bijdraagt aan het federaal milieubeleid;

Overwegende dat Greenpeace Belgium met dit projecten bijdraagt aan sensibilisering met betrekking tot biodiversiteit, klimaatverandering, gezonde producten en tot het luik leefmilieu van duurzame ontwikkeling.

Op de voordracht van de minister van Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van maximum 250 euro ingeschreven op het krediet voorzien in organisatieafdeling 55, basisallocatie 11.33.00.01 (programma 25.55.1) van het budget van de Federale overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2021 wordt toegekend aan de vzw "Greenpeace Belgium", dat zijn zetel heeft op Haachtsesteenweg 159, 1030 Brussel, (ondernemingsnummer 0424.496.447) vertegenwoordigd door Michel Renard, organizationaal directeur.

Art. 2. De periode gedekt door de toelage neemt een aanvang op 1 januari 2021 en eindigt op 31 december 2021.

Art. 3. De toelage is bestemd om kosten verbonden aan de projecten om energiegemeenschappen te bevorderen.

Art. 4. § 1. Het bedrag van de toelage zal worden gestort op rekeningnummer BE60 0012 0950 0070 van de vzw "Greenpeace Belgium", Haachtsesteenweg 159, 1030 Brussel.

§ 2. Het bedrag bedoeld in artikel 1 zal in eenmaal vereffend worden van zodra dit besluit ondertekend is en de aanvraag tot uitbetaling voorgelegd wordt via invoice@health.fgov.be